

ACTION URGENTE

UN ANIMATEUR DE RADIO RISQUE PLUSIEURS ANNÉES D'EMPRISONNEMENT

L'animateur d'une webradio Edmund Wan (connu sous le nom de « Giggs »), qui est détenu depuis plus de 18 mois, est inculpé au total de 10 chefs d'inculpation pour sédition et blanchiment d'argent. Au moment où il a été inculpé, Edmund Wan animait sur une radio indépendante sa propre émission dans laquelle il commentait l'actualité. Il s'occupait également d'une collecte de fonds pour financer les études de jeune manifestant-e-s de Hong Kong ayant fui à Taiwan. Edmund Wan a été pris pour cible alors qu'il n'avait fait qu'exercer son droit à la liberté d'expression avec des moyens pacifiques. Les charges retenues contre lui doivent être abandonnées, et il doit être remis en liberté immédiatement.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Ministre de la Justice : Secretary for Justice Paul LAM Ting-kwok
Department of Justice
G/F, Main Wing, Justice Place
18 Lower Albert Road, Central, Hong Kong
Fax : (852) 3902 8638
Courriel : sjo@doj.gov.hk

Monsieur le Ministre,

Je vous écris pour vous faire part de mes graves préoccupations au sujet d'Edmund Wan Yiu-sing (尹耀昇), dit « Giggs », un animateur de radio sur Internet qui a été arrêté et inculpé de 10 infractions au total, notamment pour avoir « commis un acte avec une intention séditeuse », « conspiration en vue de commettre un acte avec une intention séditeuse » et « blanchiment d'argent ».

Il est très inquiétant d'apprendre que cet homme a été pris pour cible uniquement en raison de ses commentaires politiques au sujet de Hong Kong et de la Chine continentale, et parce qu'il a lancé une collecte de fonds pour financer les études de jeunes hongkongais à Taiwan. L'expression pacifique d'opinions et la collecte publique de fonds sont autorisés par le droit international relatif aux droits humains et les normes connexes, et ne doivent pas être réprimés pénalement ou empêchés au moyen de dispositions vagues relatives à la sécurité nationale.

Il est affligeant de constater que les autorités de Hong Kong utilisent des charges qui date de l'ère coloniale et qui n'avaient pas été utilisées depuis 1967 pour s'en prendre à des dissident-e-s. En juillet, le Comité des droits de l'homme de l'ONU, dans ses observations finales concernant le quatrième rapport périodique de Hong Kong, s'est dit [préoccupé](#) par le fait que le gouvernement utilisait des charges relatives à la sédition pour poursuivre en justice des journalistes et des représentant-e-s de la société civile qui exerçaient leur droit à la liberté d'expression. Les poursuites engagées contre Edmund Wan Yiu-sing violent le droit international relatif aux droits humains et les normes connexes. Le Comité a demandé la suppression des dispositions relatives à la sédition dans l'Ordonnance sur les crimes et l'arrêt des poursuites dans toutes les affaires concernant des personnes inculpées pour avoir exercé leur liberté d'expression. Les autorités de Hong Kong doivent immédiatement mettre en œuvre ces recommandations.

Je vous prie donc :

- *d'abandonner toutes les charges retenues contre Edmund Wan Yiu-sing et de faciliter sa libération immédiatement, puisque cet homme a été inculpé alors qu'il n'avait fait qu'exercer pacifiquement ses droits humains ;*
- *de mettre un terme à la pratique consistant à retenir des charges liées à la « sécurité nationale » contre des personnes n'ayant fait qu'exercer leur droit à la liberté d'expression ou d'autres droits humains ;*
- *d'examiner et de réviser toutes les lois et réglementations, et de mettre fin à toutes les mesures y afférentes, qui*

sont contraires aux droits humains, en particulier à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Edmund Wan, qui est connu sous le nom de « Giggs », est animateur de radio depuis de longues années et il commentait l'actualité. Avant son arrestation, il animait quatre émissions sur une webradio locale et indépendante de Hong Kong. Il publiait également des commentaires sur les affaires publiques sur des plateformes de médias sociaux et sur une plateforme d'abonnement payante. Mis à part ses commentaires critiquant les autorités de Hong Kong et les autorités centrales chinoises, il a mis en place une collecte de fonds pour financer les études de jeunes de Hong Kong ayant fui à Taiwan, en février 2020. Ces jeunes ont fui Hong Kong pour s'installer à Taiwan quand le gouvernement hongkongais a arrêté des dizaines de milliers de jeunes gens ayant participé aux manifestations de 2019.

Le 21 novembre 2020, Edmund Wan a été arrêté au titre de l'article 21 de la Loi relative à la sécurité nationale de Hong Kong pour avoir apporté une aide financière à des personnes accusées de sécession. Cependant, le 8 février 2021, Edmund Wan a été officiellement inculpé de quatre chefs concernant la « commission d'un acte avec une intention séditeuse ». Il a également été inculpé le 10 mai 2021 de cinq chefs supplémentaires pour blanchiment d'argent et d'un chef pour conspiration en vue de la commission d'un acte avec une intention séditeuse. En mai 2022, le parquet a conclu un accord avec lui, aux termes duquel six des 10 chefs retenus seraient maintenus s'il plaiderait coupable des chefs restants et acceptait la confiscation des fonds collectés. La sentence sera prononcée le 7 octobre 2022.

Les charges relatives à la sédition qui datent de l'époque coloniale à Hong Kong sont de nouveau utilisées par le gouvernement depuis 2020. Personne n'avait fait l'objet de poursuites judiciaires au titre de ces dispositions depuis 1976. Les autorités ont utilisé ces charges pour s'en prendre à des militant·e-s politiques, des journalistes et des auteurs ou autrices ayant exercé leur droit à la liberté d'expression. En décembre 2021, des cadres et des membres du conseil d'administration de l'organe de presse désormais fermé *Stand News* ont été arrêtés pour « publication séditeuse ». Le 6 avril 2022, la police de la sécurité nationale a arrêté six personnes pour sédition parce qu'elles avaient « causé des troubles » lors d'une audience dans un tribunal. Deux de ces personnes ont par la suite été inculpées de sédition pour avoir applaudi et scandé des slogans au tribunal. Le 10 avril 2022, un journaliste a été arrêté pour avoir publié des « documents séditeux ». Le 20 avril 2022, un militant politique a été déclaré coupable d'avoir « proféré des paroles séditeuses » et condamné à 40 mois d'emprisonnement pour avoir scandé en public des slogans de protestation courants tels que « À bas le parti communiste » et « Cinq demandes, pas une de moins ».

Le Comité des droits de l'homme de l'ONU a récemment indiqué, dans ses observations finales concernant le quatrième rapport périodique de Hong Kong, Chine, que le gouvernement hongkongais a recouru aux dispositions sur la sédition de l'Ordonnance sur les crimes, qui n'étaient plus utilisées depuis des décennies, pour réprimer la liberté d'opinion et d'expression. De plus, les dispositions sur la sédition posent problème également parce qu'elles sont interprétées comme instituant une infraction relevant de la sécurité nationale, qui doit donc faire l'objet d'une enquête confiée à une police spéciale du Service de la sécurité nationale récemment créé, qui dispose de pouvoirs d'enquête excessifs.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais et chinois.

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 18 novembre 2022

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

NOM ET PRÉNOM : Edmund Wan dit « Giggs » 尹耀昇 (il)